Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique
MSHP

Guinée
PROGRAMME SIMANDOU 2040



IN$P
Institut National de Santé Publique

OFFRE DE FORMATIONS EN SANTE PUBLIQUE

France
AFD
EXPERTISE FRANCE
2RHSP



Édition Spéciale : Journée de Validation Politique des documents de gouvernance & lancement des Formations en santé publique intégrant l'approche genre et One Health

1. **Gestion des Urgences de Santé Publique**

2. **Analyse des Données de Santé (Logiciel R)**

3. **Intelligence Artificielle Appliquée à la Recherche Opérationnelle**

4. **Surveillance de la Résistance aux Antimicrobiens (RAM) et Génomique Microbienne Appliquée**

1 CADRE STRATÉGIQUE

La Synergie Intersectorielle au Cœur de la Gouvernance Sanitaire

L'accomplissement des onze (11) Fonctions Essentielles de Santé Publique (FESP) exige désormais une rupture définitive avec l'approche cloisonnée de la médecine humaine traditionnelle. Face à l'émergence et à la récurrence des crises sanitaires, environnementales et épidémiques, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) formalise, à travers la signature de protocoles d'accords historiques, un partenariat d'action stratégique avec les ministères clés de l'approche intégrée « One Health » (Une seule santé).

Ce cadre juridique offre à l'Institut National de Santé Publique (INSP) la légitimité statutaire indispensable pour assurer la coordination, la surveillance intégrée, la recherche fondamentale et appliquée, ainsi que le contrôle de qualité à l'échelle nationale, afin de bâtir un système de santé résilient et équitable.

2 AXES CLÉS DU PARTENARIAT INTERSECTORIEL ET RÔLE PIVOT DE L'INSP

Conformément au nouveau Règlement Intérieur de l'établissement, les enjeux communs et les synergies d'action entre le MSHP, les ministères sectoriels invités et les structures d'ancrage technique de l'INSP se déclinent comme suit :

Ministère Partenaire	Enjeux Communs et Objectifs Principaux du Partenariat	Ancrage Institutionnel et Technique à l'INSP
Élevage Agriculture	• Surveillance, détection précoce et contrôle partagé des zoonoses majeures. • Alerte rapide à l'interface homme-animal-environnement. • Sécurité sanitaire des filières de production animale et végétale.	**Unité de Surveillance Génomique** & **Conseil One Health** (Articles 18 et 74) *Analyse intégrée des circulations et mutations des agents pathogènes.*
Environnement	• Surveillance et évaluation de l'impact des pollutions sur la santé des populations. • Encadrement de la gestion et du traitement des déchets biomédicaux et chimiques dangereux. • Analyse de l'impact du changement climatique sur la dynamique des épidémies.	**Unité d'Analyse Environnementale** & **Service HQSE** (Articles 80 et 103) *Évaluation des risques écosystémiques, professionnels, de l'air et des sols.*
Commerce	• Contrôle de la qualité physico-chimique et microbiologique des denrées alimentaires importées et locales. • Lutte conjointe contre les médicaments contrefaits et falsifiés. • Établissement des normes de sécurité des produits de grande consommation.	**Département Chimie Pharmaceutique et Toxicologie** (Articles 77 et 78) *Dépistage des falsifications et enquêtes sur les toxi-infections alimentaires collectives (TIAC).*
Enseignement Supérieur, Recherche & Innovation	• Validation académique, harmonisation et certification officielle des parcours de formation. • Création de passerelles scientifiques stables pour les enseignants-chercheurs. • Codéveloppement de projets de recherche opérationnelle d'envergure nationale.	**Comité Pédagogique** & **Département Recherche** (Articles 50 et 59) *Intégration des experts de l'UGANC et de l'UGLC dans la gouvernance des savoirs.*

3 LES 5 DOCUMENTS MAJEURS DE GOUVERNANCE VALIDÉS POLITIQUEMENT

La journée du 17 mai 2026 consacre l'adoption des outils de pilotage stratégique qui garantissent la transparence, la redevabilité et la performance globale de l'institut :

1. **Statuts et Règlement Intérieur :** Cadre légal fondateur instaurant formellement le Conseil One Health, le principe d'équité de genre et l'interdiction de toute discrimination.
2. **Projet d'Établissement Quinquennal (PEQ 2026–2030) :** Document de planification stratégique majeur, rigoureusement aligné sur les priorités du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2025–2034).
3. **Plan d'Affaires Quinquennal :** Outil de viabilité financière assurant le suivi des ressources propres, la valorisation des prestations de services et l'optimisation des fonds publics.
4. **Manuel de Procédures Administrative, Financière, logistique et comptable** : Standardisation stricte des flux et des opérations de dépenses selon les règles du système comptable guinéen.
5. **Plan de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) :** Dispositif de modernisation des ressources humaines dédié au recrutement objectif, au suivi de carrière et

4 PROGRAMME DE FORMATIONS CONTINUES ET CERTIFIANTES (SESSION 2026)

Financement : Agence Française de Développement (AFD) |
Mise en œuvre : Expertise France (Projet RHSP)

Le projet offre gracieusement au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique un quota global de 80 bourses d'excellence destinées aux cadres du système national de santé, réparties à raison de 20 boursiers par certificat pour cette première cohorte historique.

CERTIFICAT 1 : GESTION DES URGENCES DE SANTÉ PUBLIQUE

- **Objectif :** Développer des compétences spécialisées en préparation, coordination opérationnelle, fonctionnement d'un Centre d'Opérations d'Urgence (COUSP), logistique de crise et épidémiologie d'intervention.
- **Volume horaire et structure :** 250 heures réparties sur huit (8) semaines (95h de cours magistraux, 65h de travaux dirigés, 40h de travaux pratiques, 50h de travail personnel).
- **Transversalité :** Intégration systématique de la communication sur le risque et engagement communautaire (CREC), de la socio-anthropologie, et des approches Genre et One Health.

CERTIFICAT 2 : ANALYSE DES DONNÉES DE SANTÉ (LOGICIEL R)

- **Objectif :** Créer des masques de saisie (KoboToolbox/KoboCollect), nettoyer, structurer et documenter des bases de données quantitatives et qualitatives, et réaliser des analyses descriptives et inférentielles avancées avec le logiciel R.
- **Volume horaire et structure :** 240 heures réparties sur huit (8) semaines (6 unités d'enseignement spécialisées, incluant la communication scientifique des résultats).
- **Transversalité :** Intégration transversale des dimensions de genre, d'équité et de l'approche One Health dans la formulation et l'interprétation des données statistiques orientées vers l'aide à la décision.

CERTIFICAT 3 : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLIQUÉE À LA RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

- **Objectif :** Maîtriser la recherche documentaire et la gestion des références par l'IA, rédiger des protocoles d'étude innovants, et mobiliser les outils d'IA pour optimiser l'allocation des ressources et la performance des interventions de santé publique.
- **Volume horaire et structure :** 150 heures réparties sur cinq (5) semaines (140 heures de cours théoriques structurés sur 3 semaines, suivies d'un atelier pratique de mini-projet appliqué).
- **Transversalité :** Éthique, genre, équité et approche One Health dans l'usage des modèles algorithmiques et analytiques.

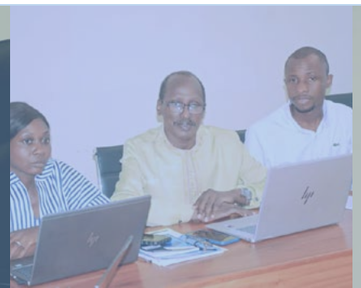
CERTIFICAT 4 : SURVEILLANCE DE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS (RAM) ET GÉNOMIQUE MICROBIENNE APPLIQUÉE

- **Objectif :** Standardiser les examens microbiologiques selon les normes internationales (CA-SFM/EUCAST, GLASS), maîtriser les principes du séquençage à haut débit (NGS) et utiliser les outils bio-informatiques pour identifier les gènes de résistance et traquer les clones épidémiques.
- **Public concerné :** Médecins, biologistes médicaux, pharmaciens, vétérinaires, épidémiologistes, techniciens supérieurs de laboratoire et gestionnaires de données.
- **Transversalité :** Consolidation du rôle de l'INSP en tant que Laboratoire National de Référence par l'intégration de la biosécurité/biosûreté (BSL-2), de l'assurance qualité et de l'analyse One Health.











5 CAP DESSINÉ SUR 2027 : LE LANCEMENT DU E-LEARNING

Parallèlement au déploiement de ces sessions en présentiel, l'INSP annonce officiellement l'opérationnalisation stratégique de son **Unité E-learning et Technologies Pédagogiques. Dès l'année 2027, les offres de formation continue de l'institut basculeront vers un modèle numérique hybride et entièrement à distance via un Système de Gestion de l'Apprentissage (SGA/LMS) dédié.

Cette innovation majeure permettra la scénarisation, la production et la diffusion de modules certifiants accessibles en tout lieu du territoire national. Elle garantira le renforcement des capacités des professionnels de santé en poste dans les structures périphériques (IRS, DPS, CMC, CS) sans exiger leur déplacement prolongé, préservant ainsi la continuité des soins auprès des populations.

PRESENTATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)

L'Institut National de Santé Publique (INSP) de Guinée a été créé le 29 août 1995, par le décret D/95/239/PRG/SGG, en tant qu'Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'Institut dispose d'une personnalité morale et d'une autonomie financière et de gestion, conformément au cadre juridique régissant les EPA. Il est placé sous la tutelle administrative du ministère chargé de la santé et sous la tutelle financière du ministère chargé des Finances.

Conformément à l'article 5 du décret fondateur, l'INSP est chargé de mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines de la recherche appliquée, de la vulgarisation scientifique, du contrôle de la qualité et des méthodes de biologie médicale.

Depuis sa création, l'Institut a connu une transformation progressive. Initialement centré sur les activités de laboratoire, il est devenu une institution pluridisciplinaire de référence, intégrant des missions essentielles telles que la surveillance épidémiologique, la recherche en santé publique, le contrôle de la qualité des produits de santé et de l'environnement, ainsi que la formation et le perfectionnement des professionnels de santé.

Une étape décisive a été franchie en 2024, lorsque l'INSP a été transféré dans un complexe moderne à Kakoulimayah, dans la préfecture de Coyah, grâce à l'appui de la coopération japonaise (JICA). Ces nouvelles installations, parmi les plus avancées du pays, offrent des capacités diagnostiques et environnementales conformes aux normes internationales.

MISSION, VISION, VALEURS

L'Institut National de Santé Publique (INSP) est une institution nationale de référence chargée de produire des données scientifiques, d'assurer la surveillance épidémiologique et de garantir la qualité sanitaire des produits et des environnements exposés à la population.

Mission: L'Institut National de Santé Publique a pour mission d'assurer la coordination et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de la surveillance, de la formation, de la recherche en santé publique, de l'évaluation et du contrôle qualité et de la standardisation dans le domaine des laboratoires de santé, ainsi que des méthodes de biologie médicale, de chimie pharmaceutique et toxicologie en intégrant une approche sensible au genre et à une seule santé(One Health)

Vision : est de devenir, à l'horizon 2030, un institut performant, leader en recherche, en évaluation et en surveillance sanitaires, reconnu pour la qualité de ses services, sa crédibilité scientifique et son rôle stratégique dans la prévention et la protection de la santé des populations.

Valeurs: fondatrices reposent sur l'excellence scientifique, la rigueur, l'éthique professionnelle, le travail d'équipe, l'équité et l'intégration du genre.



HISTORIQUE DES ACTIVITES DE L'INSP

Depuis 1995, l'INSP s'est affirmé comme un maillon essentiel de la santé publique en Guinée, en jouant un rôle actif lors des principaux épisodes sanitaires auxquels le pays a été confronté.

Au cours des dernières décennies, l'Institut a été mobilisé lors de nombreuses épidémies majeures, notamment le choléra, la rougeole, la fièvre jaune et la méningite, en assurant des analyses de laboratoire, des confirmations diagnostiques et un appui à la surveillance épidémiologique.

L'INSP a également été un acteur impliqué dans les crises sanitaires les plus critiques de l'histoire récente du pays. La gestion de la maladie à virus Ebola (2014–2016), puis sa résurgence en 2021, ont souligné l'importance de disposer d'un institut doté d'un laboratoire moderne, de ressources humaines spécialisées et d'une organisation robuste.

La pandémie de COVID-19 a engendré une nouvelle phase de mobilisation, durant laquelle l'Institut a contribué au dépistage, au traitement des échantillons et à la gestion des données épidémiologiques. Cette période s'est traduite par une hausse exceptionnelle des recettes propres, générées essentiellement par la délivrance des cartes COVID-19 pour voyageurs, avant leur chute avec la fin de la pandémie et le transfert du siège de Kaloum vers Kakoulimayah (Coyah). Par ailleurs, l'Institut intervient régulièrement dans la surveillance et la confirmation diagnostique des flambées de rougeole, de Mpox, de fièvre jaune et d'autres maladies à potentiel épidémique, consolidant ainsi sa place au sein du dispositif national d'alerte et de riposte.

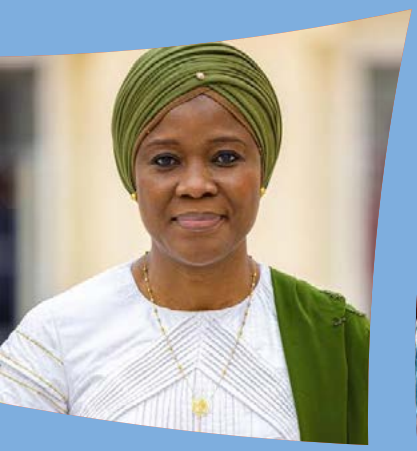
Le déménagement de 2024 vers le nouveau site de Kakoulimayah représente un tournant structurant : modernisation des laboratoires, extension des capacités techniques, amélioration des conditions de travail et possibilité d'absorber un volume d'activités plus important. Ce nouveau site permet désormais d'envisager une montée en puissance significative, en cohérence avec les ambitions du plan d'affaires 2026–2030.

PRÉSENTATION DU PROJET 2RHSP

Le projet 2RHSP (Renforcement des Ressources Humaines en Santé Publique) est une initiative régionale financée par l'Agence française de développement (AFD) et mise en œuvre par Expertise France, en partenariat avec l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS). Il vise à renforcer les capacités des systèmes de santé en Afrique de l'Ouest afin de mieux prévenir, détecter et répondre aux crises sanitaires, dans une approche intégrant à la fois le concept One Health et l'égalité de genre.

Déployé en Guinée, au Bénin et au Togo, le projet accompagne les institutions régionales et nationales dans l'élaboration de politiques de ressources humaines en santé plus efficaces, la professionnalisation des acteurs de santé publique et le renforcement des instituts nationaux de santé publique.

D'un budget de 4,36 millions d'euros, le projet contribue à l'objectif régional de réduction de la mortalité liée aux crises sanitaires d'ici 2030, en favorisant des ressources humaines mieux formées, mieux planifiées et davantage sensibles aux enjeux de genre.



AMINATA KABA
Ministre de l'Agriculture



DJAMI DIALLO
Ministre de l'Environnement et du Développement Durable.



FELIX LAMAH
Ministre de l'Élevage



FATIMA CAMARA
Ministre de l'Industrie et du commerce

ONE HEALTH (UNE SEULE SANTÉ) AU CŒUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET AU SERVICE DU BIEN ÊTRE DES POPULATIONS

Guinée SIMANDOU 2040 France AFD EXPERTISE FRANCE 2RHSP